



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

Signé électroniquement par Jérôme HARNONIS le 24/04/2026 20:44:26

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement
pris à l'encontre de la société SAFT
de respecter les prescriptions applicables aux installations de production et de développement
d'accumulateurs et de modules Lithium-ion pour son site de Nersac**

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'Environnement et notamment l'article L.171-8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, notamment son article 5 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 décembre 2017 à la société SAFT pour l'exploitation d'une installation de production d'électrodes Ni-Cd et Ni-MH et de production et de développement d'accumulateurs et de modules Li-Ion sur le territoire de la commune de Nersac à l'adresse suivante 10 Rue Ampère, notamment ses articles 8.3.2. et 8.4.1. - II ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2020 portant modification des conditions d'exploitation des installations de la société SAFT à Nersac ;
- VU** le plan d'opération interne (POI) de l'établissement date de novembre 2023 ;
- VU** le courriel de l'exploitant du 26 mars 2026 transmettant une version du POI datant de janvier 2026 dont aucun acteur rencontré lors de l'inspection inopiné du 25 mars n'avait connaissance ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception le xx mars 2026, faisant suite à l'inspection diligentée le 25 mars 2026, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- VU** les observations de la société SAFT, formulées par courriels en date du 1^{er} avril 2026 transmis à l'inspection des installations classées ;
- VU** le retour de la DREAL en dates des 8 et 9 avril 2026 suite aux remarques du 1^{er} avril formulées par l'exploitant ainsi que par courriel du 9 avril 2026 ;
- Considérant** que lors de la visite en date du 25 mars 2026, les inspecteurs de l'environnement ont constaté les faits suivants :

- le POI (plan d'opération interne) n'est pas à jour et n'est pas conforme aux items de la réglementation en vigueur (écart aux dispositions de l'article 5 et de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé) ; notamment, les éléments suivants font défauts dans le POI (liste non exhaustive) :
 - absence d'exhaustivité dans les entités à contacter en cas d'incident ;
 - contacts téléphoniques de plusieurs entités à contacter non à jour ;
 - quantités autorisées de produits / substances non précisées globalement et pour les différents secteurs / ateliers de l'usine ;
 - non prise en compte des différentes modifications des installations et des conditions d'exploiter depuis plusieurs années ;
 - absence systématique de cohérence entre le document POI et la réalité des tâches à déployer (ie. la conduite à tenir) listées dans les fiches de chaque scénario ;
 - absence de précision des moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur ;
- aucun état des stocks des matières stockées sur site répondant aux critères réglementaires (écart à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé) n'est facilement éditable en situation d'urgence ;
- aucune voie échelles n'est définie ni matérialisée sur site (écart à l'article 8.2.2.4 de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2017 susvisé).

Considérant les observations ainsi formulées, les constats réalisés constituent des manquements aux dispositions sus-citées ;

Considérant que ces manquements constituent des non-conformités pouvant avoir un impact majeur dans le cadre de la gestion d'un sinistre au sein de l'établissement ainsi qu'en matière de prévention du risque incendie ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAFT de respecter les dispositions non respectées lors du contrôle diligenté sur site le 25 mars 2026.

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société SAFT, exploitant d'une installation de production et de développement d'accumulateurs et de modules Lithium-ion, sise 10 rue Ampère sur la commune de NERSAC, est mise en demeure de respecter, **sous six mois à compter de la notification du présent arrêté,**

- les prescriptions de l'ensemble de l'article 5 et de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé en mettant à jour son POI pour répondre à l'ensemble des items réglementaires requis et en justifiant de la conformité attendue en transmettant l'ensemble des éléments, dont la version du POI amendée, à l'inspection des installations classées. Cette version POI devra être présente au sein du PC Ex et connue de l'ensemble des

personnels en charge de la gestion de crise « POI » de l'établissement ;

- les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé en mettant en place « les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent » et en testant en conditions réelles ce dispositif dans le cadre d'un exercice POI ;
- les prescriptions suivantes de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé : en mettant à disposition rapidement en cas d'incident survenant sur site, un état des stocks répondant aux exigences ci-dessous :

« L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

[...].

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

[...].

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe » ;

- Les prescriptions suivantes de l'article 8.2.2.4 de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2017 susvisé en desservant pour les installations situées dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 m, sur au moins une façade, une voie échelle permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Ces voies échelles respectent les caractéristiques techniques définies et sont matérialisées au sol.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente,

le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Le préfet de la Charente et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAFT et dont copie sera transmise à la mairie de Nersac.

L'arrêté est consultable à la préfecture de la Charente ainsi qu'à la mairie de Nersac.

Angoulême,

Le préfet